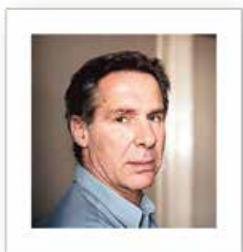




Jeunes précaires à Soissons. Il reste beaucoup à faire pour ceux qui sont rejetés du système économique.

Maria Nascimben - Rea

## Moins de mondialisation va dans le bon sens



D.R.

Pierre-Noël Giraud\*, professeur d'économie à Mines ParisTech

**ENTRETIEN** Si l'internationalisation des échanges et de la finance s'essoufle, il faut à présent inverser la courbe croissante des inégalités et de la précarité, aggravées par la globalisation.

l'emploi et des précaires, autant de personnes que le système économique rejette car il les considère comme des « *hommes inutiles* »<sup>[1]</sup>.

**La globalisation contribue-t-elle au chômage et à la montée des inégalités en France ?**

Précisons de quoi nous parlons. Il y a, à mon sens, trois globalisations : celle du numérique, celle des firmes et celle de la finance. Pour répondre à votre question, oui, ces globalisations sont largement responsables de la montée des inégalités de revenus. Et même au-delà : elles contribuent à accroître le nombre des chômeurs de longue durée, des découragés qui ne se présentent plus sur le marché de

**Comment expliquez-vous que la mondialisation soit responsable de ces évolutions ?**

On le comprend mieux en abandonnant la séparation industrie-service et en distinguant dans chaque territoire les emplois nomades et les emplois sédentaires. Les premiers sont en compétition avec d'autres emplois situés ailleurs dans le monde et concernent désormais en France, pour plus de la moitié, des emplois de services (financiers, aux entreprises, le tourisme, etc.). Les seconds ne sont

en concurrence qu'entre eux sur un même territoire. Les « *hommes inutiles* » sont ceux qui sont renvoyés dans les soutes des emplois sédentaires.

Avec la concurrence liée aux globalisations, le nombre des emplois nomades dans les pays riches diminue rapidement depuis trente ans. Même si ceux qui restent sont de plus en plus riches – c'est souvent chez eux que l'on trouve le 1 % les plus riches – cela a pour conséquence que la demande qu'ils adressent aux sédentaires baisse. Alors même que le nombre de sédentaires s'accroît, puisqu'il y a moins de nomades. Avec une telle dynamique, les inégalités ne peuvent qu'augmenter.

**Quelles réponses peut-on apporter à cette situation ?**

Il faut pouvoir recréer des emplois nomades, à partir de politiques de soutien à la compétitivité des exportations. Mais il faut également stimuler un secteur sédentaire, de production et d'échanges de proximité, ce qui passe par des politiques d'augmentation de la qualité des biens et des services locaux. Je vous donne une image : il faut que les gens aient envie davantage de se rencontrer au restaurant, puis d'aller au spectacle, que de se mettre devant Netflix avec une pizza surgelée !

Beaucoup, parmi les gens rejetés comme des inutiles économiques, sont très utiles socialement, en étant bénévoles dans des associations, etc. Les fonds publics doivent être utilisés pour leur donner un début de reconnaissance économique de leur utilité sociale, en les faisant glisser vers l'économie sociale et collaborative. Il ne s'agit pas de recréer des ateliers nationaux où l'Etat ou les collectivités locales embauchent à

tour de bras, mais plutôt de développer les expérimentations de type Territoires zéro chômeur de longue durée [2].

**L'économiste américain Larry Summers propose d'engager des politiques fondées sur « la promotion d'un nationalisme responsable ». Qu'en pensez-vous ?**

La Chine comme les Etats-Unis engagent des politiques mercantilistes qui visent à attirer ou à préserver les emplois nomades sur leur territoire. On ne peut pas vendre un Airbus à la Chine si on

ne produit pas 30 % de la valeur ajoutée localement. En revanche, l'entreprise chinoise Comac a fait certifier un clone de l'A320 et va pouvoir le vendre aux compa-

gnies aériennes européennes sans aucune contrepartie.

Face à ce comportement, il ne faut pas devenir protectionniste, empêcher les biens étrangers d'entrer, mais mercantiliste. Tout faire pour attirer les investisseurs étrangers chez nous par des politiques incitatives et ▶

\* Dernier ouvrage paru : *Principes d'économie*, La Découverte, 2016.

[1] Voir *L'homme inutile. Du bon usage de l'économie*, Odile Jacob, 2015.

[2] Le principe consiste à utiliser l'argent versé aux chômeurs pour financer et proposer des emplois pérennes, voir *Alternatives Economiques* n° 352, décembre 2015 (<https://lc.cx/J4vG>).

« Pour recréer des emplois nomades, il faut davantage de gens dans les restaurants et au spectacle, plutôt que devant Netflix avec une pizza surgelée ! »

## SONDAGE

### Les Français n'aiment pas la mondialisation

**Sondage après sondage, le résultat est toujours le même :** parmi les populations des pays développés, les Français sont ceux qui aiment le moins la mondialisation. L'une des dernières études en date est celle publiée par l'hebdomadaire britannique *The Economist* avec l'institut YouGov [1].

A la question « la mondialisation est-elle une force agissant pour le meilleur ou pour le pire », les Français sont les seuls à placer le pire au plus haut, pour 37 % d'entre nous (à égalité avec le meilleur). Trois groupes sociaux expriment majoritairement leur rejet : les plus de 35 ans, ceux qui disposent du bac ou moins et les ruraux.

**INÉGALITÉS** La suite du sondage permet d'avoir une idée plus précise des reproches adressés à la globalisation. Ainsi, 52 % des Français pensent que notre économie devrait être autosuffisante, sans avoir besoin d'importer des produits du reste du monde. Une position majoritaire chez les 25-54 ans et dans toutes les catégories sociales. De la même façon, 51 % répondent qu'il est inacceptable que des investisseurs étrangers deviennent propriétaires d'entreprises françaises. Environ 45 % de la population estime que les immigrés ont un effet négatif sur le pays et érodent notre culture nationale. Enfin, 68 % pensent que la

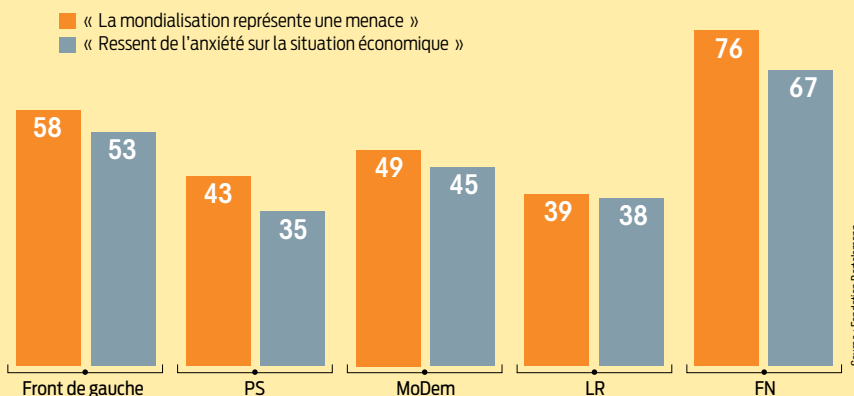
mondialisation est fortement inégalitaire et profite essentiellement aux plus riches, un avis largement partagé, quel que soit le niveau d'éducation ou le lieu d'habitation.

Comment expliquer ce sentiment plus négatif qu'ailleurs contre la mondialisation ? Pour ce ministre du gouvernement, les Français ont l'impression que notre pays tire moins bien que d'autres son épingle du jeu mondial. Et nous restons déçus car toujours nostalgiques de notre vieux passé de grande puissance. Ajoutons, complète-t-il, que les responsables politiques de notre pays ont souvent mis sur le dos de l'Europe et du monde la source de tous nos problèmes.

**ANXIÉTÉ** Une autre enquête, menée par la Fondation Bertelsmann au niveau de l'Union européenne, apporte des pistes supplémentaires [2]. A la question de savoir si la mondialisation représente une opportunité ou une menace, les Français répondent sans surprise, à une large majorité (54 %), « une menace ».

La Fondation a alors tenté de rapprocher cette attitude de deux autres indicateurs. Le premier est le sentiment de confiance ou d'anxiété économique ressenti par la population. La France affiche alors le plus haut niveau de population angoissée de toute l'Europe (51 %), suivie par l'Italie (45 %) et l'Espagne (38 %). Le second tente de mesurer le rapport aux valeurs, traditionnelles ou plus ouvertes aux changements sociétaux. Et, là encore, la France se place en tête des populations les plus fermées, avec la Pologne et le Royaume-Uni, deux pays pourtant moins effrayés que nous par la mondialisation. C'est donc la plus grande anxiété qui semble principalement nourrir la peur de la mondialisation.

Perception de la mondialisation par les Français, selon leur positionnement politique, sondage réalisé en 2016, en % du total des réponses



[1] « What the world thinks about globalisation », *The Economist*, 18 novembre 2016 (<https://lc.cx/J4tV>).

[2] « Fear not values. Public opinion and the populist vote in Europe », Eupinions, Fondation Bertelsmann, 2016 (<https://lc.cx/J4tH>).

▶ contraignantes : si vous voulez vendre chez nous, il faut aussi y investir. Les grands blocs économiques, dont l'Europe, périmètre pertinent pour nous, doivent pouvoir traiter de leurs problèmes internes de manière beaucoup plus autonome, en matière économique comme en matière financière.

**Les positions réticentes face à la mondialisation s'exprimaient déjà à la fin des années 1990. Comment expliquer qu'elles semblent trouver maintenant, partout en même temps, un relais politique ?**

Je pense que la différence tient au changement de perception de l'immigration. A la fin des années 1990, on se battait pour que les sans-papiers qui travaillent en obtiennent. Depuis, le terrorisme islamiste a frappé. Et puis, des « petits Blancs » font partie des rejetés du système économique, avec les jeunes Français des banlieues. D'une image d'immigration de travail il y a vingt ans, on est ainsi passé à celle du réfugié, du migrant, avec montée de l'islamisme et de l'islamophobie. De plus, nous connaissons une crise de nos institutions étatico-politiques qui ne sont pas à la hauteur de la maîtrise de ces mouvements humains. Tout

cela fournit les armes principales à l'expression politique d'un rejet de l'extérieur, de l'étranger.

**Y a-t-il des forces, comme l'émergence de l'Afrique et la numérisation, qui continuent à pousser vers plus de mondialisation ?**

Absolument. Le grand enjeu des globalisations du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est l'Afrique. Selon le scénario central des projections de l'ONU, les deux grands géants démographiques du monde à l'horizon 2050 seront l'Asie du Sud (avec 2,3 milliards d'habitants) et l'Afrique (2,5 milliards).

Il ne faut pas s'imaginer que l'Afrique va émerger avec le téléphone portable d'un côté, les mines et l'agriculture de l'autre, en oubliant le secteur manufacturier. Il va falloir équiper ces 2,5 milliards d'habitants, dont 900 millions d'urbains supplémentaires ! Ce ne sera pas la même façon de produire car la révolution numérique est passée par là : l'une des grandes questions pour demain, c'est comment l'utiliser pour produire des casseroles et des vélos !

Et l'autre grande question, c'est qui va industrialiser l'Afrique ?

« L'Europe doit devenir mercantiliste, pas protectionniste »

Qui va y délocaliser sa production ? Ce sera les émergents, Chine en tête : elle y produira son textile, ses jouets, etc. Mais l'Afrique ne suivra pas forcément la même trajectoire que les émergents actuels. Elle ne bénéficiera pas, comme la Chine, d'une énorme demande d'importations américaines ; son développement sera donc peut-être plus aut centré. De ce fait, il sera peut-être plus lent.

**Entre le recentrage de la Chine, une quête moins forte d'éclatement des chaînes de valeur par les multinationales, une mondialisation financière plus faible, etc., d'autres évolutions poussent-elles aussi vers moins de mondialisation ?**

C'est une respiration. L'éclatement des chaînes de valeur ajoutée est un processus technologique et économique qui suit une courbe logistique : après une montée assez forte, on atteint forcément un palier, car la poursuite du mouvement a des rendements décroissants.

Aujourd'hui, la Chine a effectué son rattrapage technologique : les firmes globales pensent pouvoir y implanter des activités de recherche à haute valeur ajoutée et, aussi, produire de nouveau dans les pays riches. Les évolutions technologiques, du type Internet des objets, n'incitent plus forcément à un accroissement de l'éclatement des chaînes de valeur. La finance internationale recule essentiellement du fait que les banques ont décidé de prendre moins de risques internationaux, en partie poussées par l'évolution des réglementations.

Tout cela va dans le bon sens, celui d'un recentrage et d'une plus grande maîtrise de leurs économies par les grands blocs régionaux. Il n'en reste pas moins qu'il reste encore beaucoup trop d'hommes rejetés par le système économique, et cela ne diminue pas l'urgence d'agir.

■ Propos recueillis par Ch. Ch.



**Coopération chinoise en Sierra Leone. Le grand enjeu des globalisations du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est l'Afrique.**

Jean-Claude Meschatti - Réa